

Lettre aux communistes

Plus que jamais, face au capitalisme, notre peuple a besoin du PCF.

Pourquoi nous soumettons la candidature d'Emmanuel Dang Tran au vote des communistes de juin 2011

5 avril 2011

Cher(e) camarade,

Nous nous sommes réunis vendredi 1^{er} avril pour faire le point de la situation du Parti après les cantonales et avant la réunion du Conseil national des 8 et 9 avril 2011.

La direction nationale a mis à l'ordre du jour la préparation des élections de 2012 et la désignation du candidat à la présidentielle.

Elle les a placées entièrement dans la poursuite du Front de gauche, avec son programme « partagé » et des négociations opaques avec les « partenaires ».

La « consultation » des communistes doit avoir lieu les 16, 17 et 18 juin 2011 après la Conférence nationale convoquée pour les 4 et 5 juin.

Confrontant nos analyses, celles des camarades contactés ces dernières semaines, **nous avons pris la décision de répondre à l'appel à candidature lancé par le CN du 7 janvier et de soumettre un nom aux communistes, en l'occurrence celui d'Emmanuel Dang Tran.**

Nous avons considéré que, bien malgré nous, le débat sur la présidentielle va s'imposer aux communistes et va avoir des conséquences déterminantes sur l'avenir du Parti dans la période décisive qui va jusqu'en 2012.

La direction nationale a annulé la tenue du congrès ordinaire avec pour résultat d'esquiver l'expression souveraine des communistes sur les questions de fond et de dégager la voie à son « Front de gauche » et à la ligne politique qu'il porte.

Totalement hostiles aux « primaires » politiciennes qu'elle nous a imposées, nous avons jugé que nous devons nous en emparer pour **permettre l'expression des communistes pour une autre ligne.**

Nous voulons en priorité soumettre au débat trois axes stratégiques:

1 - Le PCF a la responsabilité de porter une perspective politique de rupture avec la politique au service du capital, d'où qu'elle vienne. Le mouvement populaire, le discrédit du capitalisme attendent autre chose que l'avènement d'une nouvelle « gauche plurielle » dans le cadre refermé de l'échéance institutionnelle de 2012.

La direction du Parti négocie déjà, sans aucun mandat, un programme de gouvernement avec le PS et Europe Ecologie. Le symbole donné par la présence de Pierre Laurent sur la péniche aux côtés de Martine Aubry et de Cécile Duflot au soir des cantonales est désastreux. Le Front

de gauche sort un « programme partagé » destiné à être compatible avec « toute la gauche » sans que le PCF ait élaboré son propre programme.

Le niveau du consensus entre la droite et le PS sur les questions économiques et sociales est apparu flagrant au moment de la bataille pour les retraites. L'alignement du PCF avec le Front de gauche sur le PS dans la perspective de 2012 handicape gravement la dynamique des luttes. Il rejaillit de façon très négative sur le débat politique dans les syndicats de tradition révolutionnaire.

Aussi, notre candidature porte l'exigence que le PCF donne la priorité, sans attendre 2012, au mouvement populaire et aux luttes, qu'il exclut, dans les conditions actuelles, tout programme commun avec la social-démocratie et toute participation à un gouvernement dirigé par elle. Evidemment, cela ne change rien à la nécessité d'éliminer Sarkozy mais sans ignorer le système politique dont il n'est qu'un élément.

2- Le consensus des partis de l'alternance se manifeste fondamentalement par leur adhésion commune à l'UE du capital. En violation de la souveraineté populaire, ils ont ratifié ensemble le Traité de Lisbonne rejeté au référendum de 2005. L'UE, ses traités, ses directives, sa monnaie unique sont à la fois le prétexte et l'instrument des politiques nationales de casse des acquis sociaux et démocratiques.

Notre opposition à l'UE du capital doit être sans réserves. Nous ne pouvons pas partager les conceptions du Maastrichien Mélenchon qui veut faire croire à un SMIC européen (à 400 euros !) grâce à l'euro, qui justifie l'intervention des armées européennes en Libye, préfiguration d'une « Europe-puissance ».

Le mythe de « l'Europe sociale » propagée par la Confédération européenne des syndicats, principal fer de lance « social » du traité de Lisbonne, n'est que le nouveau cache-sexe du réformisme. La défense de l'euro par les dirigeants du PCF et du PGE (« ne bazarçons pas l'instrument » dit Pierre Laurent), la collaboration avec la CES sont des positions erronées. Comment peut-on combattre le « Pacte pour l'euro » sans nous opposer à l'euro qui est l'instrument coercitif de la politique antisociale du pacte ?

Aussi notre candidature porte l'exigence que le PCF incarne à nouveau, comme il l'a fait, seul, dès le début de la « construction » européenne, le rejet de l'UE du capital, le refus de l'application en France des traités et directives européens, la nécessité de la sortie de l'euro et de façon indissociable l'échange et la coopération entre les peuples, l'internationalisme dans la résistance à l'UE, à l'OTAN, à l'impérialisme.

3- Nous voulons exprimer aussi la conviction qu'il ne peut pas y avoir de rassemblement utile contre le capitalisme dans l'effacement du PCF, de sa théorie et sa forme d'organisation historiques.

Le « Front de gauche » constitue, au plan national, une fiction de rassemblement. Cette stratégie a été décidée, à toutes les étapes, en évitant l'expression souveraine des communistes.

Même sur le plan électoraliste qu'il privilégie, le Front de gauche ne fait pas ses preuves. Les dernières cantonales ont montré à nouveau l'atout que représente l'ancrage du PCF et de ses militants dans le pays (90% des voix du FdG). Mais nous n'échappons pas à la sanction de l'abstention (1.150.000 voix et 8,82% en 2008 pour le PCF seul, 820.000 voix et 8,46% en 2011 pour tout le FdG).

Avec Mélenchon et son Pg, le Front de gauche n'est qu'une alliance étriquée avec un pan de la social-démocratie dont le langage « populiste », démagogique ne saurait tromper sur la volonté de phagocyter le PCF et son héritage, nationalement et localement.

Avec ou sans Mélenchon, le FdG reprend à s'y méprendre la « métamorphose » du PCF que les communistes ont rejetée à l'Assemblée nationale extraordinaire de décembre 2007

puis au 34^{ème} congrès. Un « programme de gauche » prend le pas sur le programme communiste. Une organisation du « Front de gauche », nationale avec les partenaires, locale par « circonscription électorale », supplante le PCF et ses organisations. Les communistes ne serviraient plus qu'à fournir les bras et moyens à cette nouvelle organisation.

Nous continuons à refuser catégoriquement la poursuite de la stratégie de mutation-effacement-liquidation du PCF.

La théorie marxiste, la forme d'organisation léniniste qui ont fait de notre parti un parti de classe et de masse sont plus d'actualité que jamais. Dans les entreprises, dans les quartiers, dans les campagnes, le besoin d'engagement politique conséquent contre l'exploitation capitaliste s'exprime toujours autant.

Dans le cadre imposé de l'élection présidentielle, dans ce contexte, nous entendons porter la nécessité de faire entendre le PCF en tant que tel, de présenter une candidature clairement PCF.

Après les régionales, les cantonales ont mis en évidence comment le système était prêt à recourir au fascisme, au FN, pour détourner la colère sociale. **Cela souligne encore les responsabilités de notre parti, rempart historique contre le fascisme.**

Nous condamnons sans appel tout discours qui se mêlerait à la campagne nauséabonde contre nos concitoyens issus de l'immigration. Nous faisons le choix de l'unité des travailleurs contre tout mouvement politique réactionnaire à fortiori fasciste. Nous ne laisserons pas l'idéologie dominante utiliser le FN pour disqualifier des propositions politiques aussi fondamentales que le refus de l'UE du capital.

La direction nationale du PCF a fait le choix d'empêcher les communistes de s'exprimer souverainement sur les orientations à suivre pour 2012. Elle a décidé d'enfermer le débat sur un choix de personnes.

Nous faisons le constat que **ce que nous voulons exprimer, ce que des milliers de communistes veulent exprimer n'est pas possible avec les candidatures qui se sont actuellement déclarées.**

Nous ne savons pas si la direction aura le courage de soumettre la candidature de Jean-Luc Mélenchon au vote des communistes. On aura compris combien nous la rejetons.

André Chassaigne, député du PCF, a fait acte de candidature à la candidature du Front de gauche.

Nous respectons les orientations de notre camarade mais constatons qu'elles sont opposées aux nôtres sur les trois axes stratégiques que nous retenons. André Chassaigne place sa candidature dans la perspective de la constitution d'une majorité gouvernementale de gauche avec le PS. Il se situe dans la logique d'acceptation et transformation de l'UE. Il fait résolument le choix du « Front de gauche » et a été l'un des opposants les plus déterminés, lors du 35^{ème} « congrès » de juin 2010, à la présentation d'une candidature du PCF.

Si les communistes retiennent la candidature d'André au vote de juin, ils ne sauront pas ce qu'il en adviendra dans les négociations ultérieures au sein du « Front de gauche ».

Nous ne prenons pas en considération la candidature individuelle d'André Gerin suite à ses positionnements répétés en connivence avec l'UMP (Eric Raoult...) sur les questions de la sécurité et de l'immigration, ou bien en faveur d'un « capitalisme des métiers et des savoir faire ».

L'ensemble de ces éléments nous conduisent à proposer la candidature de notre camarade Emmanuel Dang Tran. Emmanuel a 39 ans. Il est membre du PCF depuis l'âge

de 20 ans, secrétaire de la section du PCF Paris 15^{ème} depuis 1999, membre du Conseil départemental du PCF Paris et membre du Conseil national du PCF depuis 2006. Il fait partie des initiateurs des textes alternatifs aux 33^{ème} congrès (Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes), 34^{ème} congrès (Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps), 35^{ème} congrès (Aujourd'hui plus que jamais, face au capitalisme, notre peuple a besoin du PCF »).

Nous avons déposé collectivement cette candidature au secrétariat national du PCF et au secteur « vie du Parti » le 6 avril.

Nous te proposons de t'associer à cette démarche en cosignant cette lettre.

Il est important de montrer que les communistes ne se laissent pas téléguider sur les chemins du Front de gauche et de la métamorphose de leur parti.

Cette déclaration de candidature précède la publication d'axes programmatiques.

Nous les avons évoqués dans notre tribune publiée dans [l'Humanité du 9 février](#).

Il ne s'agit pas pour nous de rédiger un programme prétexte à remiser après les élections mais de donner une cohérence à nos positions dans les luttes actuelles. Notre candidature est au service des communistes, dès maintenant comme après le vote, pour construire l'alternative politique.

Les exigences de la renationalisation des grands services publics, avec reconquête des monopoles publics et rejet des directives européennes (ex : du secteur de l'énergie ou du secteur financier), du rétablissement d'une échelle mobile des salaires partant d'un SMIC à 1600 euros net, de la défense inflexible du financement de la Sécurité sociale par la cotisation sociale, du retrait des troupes d'Afghanistan et de la sortie de l'OTAN font partie des campagnes que nous animons dans nos organisations du PCF et dont nous demandons qu'elles deviennent des campagnes nationales. De même que la sortie de l'euro.

Nous le vivons dans les luttes, nous le constatons en faisant des adhésions : le besoin du PCF, du Parti historique, à qui les travailleurs de notre pays doivent l'essentiel de leurs acquis sociaux, est toujours plus grand.

Ne suivons pas les voies du renoncement, de la banalisation, de l'institutionnalisation, faisons vivre et renforçons le Parti né à Tours en 1920 !

L'alternative au capitalisme s'impose de plus en plus. Pour nous, elle a un nom : le socialisme.

Fraternellement,

Stéphane Auriol (Collectif PCF-RATP, CN de 2006 à 2008), Frédéric Bernabé (secrétaire fédération de la Haute-Saône, CN), Corinne Bécourt (Saint-Quentin, CN), Emmanuel Dang Tran (Secrétaire section PCF Paris 15, CN), Claude Fainzang (Paris 19, CN), Eric Jalade (secrétaire fédération du Tarn, CN), Dominique Negri (secrétaire section de Saint-Martin-d'Hères, CN)

Contacts : C.Becourt (06 26 09 26 48) – D.Negri (06 83 56 52 27)

Pour s'associer à cette lettre

Et/ou pour soutenir la candidature d'Emmanuel Dang Tran

vivelepcf@orange.fr